

A. Heytjens

# La bataille continue très ardente

# L'ŒUVRE

14, Rue Drouot  
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51  
Après minuit : GUT. 59-59

Directeur :  
**GUSTAVE TÉRY**

| ABONNEMENTS |        |          |          |
|-------------|--------|----------|----------|
| 1 An        | 6 Mois | 3 Mois   | 1 Mois   |
| 18 fr.      | 9 fr.  | 4 fr. 50 | 1 fr. 50 |

## La publicité dangereuse

## Le Blocus pour rire ...de nous !

A la bonne heure !  
Au moins, ça sert à quelque chose de prévenir le Temps.  
Hier matin, nous lui avons expliqué avec précision qu'il faisait étourdiment de la publicité à une compagnie de navigation hollandaise, dont les bateaux transportent en Espagne, au Portugal et dans l'Amérique du Sud les marchandises boches expédiées de Francfort, de Mayence et de Mannheim.

Il est évident qu'au retour les mêmes paquebots se livrent en sens inverse au même trafic, — et l'on se demande, dans ces conditions, à quoi peut bien servir le blocus.  
Mais c'est une question que le Temps n'a sans doute pas le loisir de se poser, et hier soir, avec sérénité, il insérait bien en évidence, au milieu de sa quatrième page, le cliché du Lloyd Royal, que voici :

### Service postal rapide

d'Amsterdam, Douvres, Boulogne-s/-Mer, Lisbonne  
à Pernambuco, Bahia, Rio-de-Janeiro,  
Santos, Montevideo et Buenos-Aires

Nouveaux paquebots de luxe à deux hélices, pourvus de tous les aménagements modernes pour le confort et la sécurité des passagers : Tubantia, Gelria, Zeelandia, Frisia, Hollandia.

| PROCHAINS DÉPARTS POUR L'AMÉRIQUE DU SUD |                       |          |          |
|--|-----------------------|----------|----------|
| Paquebot                                 | Amsterdam             | Palmeira | Tigre    |
| Frisia                                   | 1 <sup>er</sup> mars. | 3 mars.  | 5 mars.  |
| Tubantia                                 | 15 mars.              | 17 mars. | 19 mars. |
| Zeelandia                                | 29 mars.              | 31 mars. | 2 avril. |

Pour tous renseignements, s'adresser au LLOYD ROYAL HOLLANDAIS, à Amsterdam; ou à Paris, à M. L. Desbols, agent général, rue Edouard-VII, 5 (boulevard des Capucines à côté de la rue Scribel). — Téléphone : Central 80-90.

Un détail suffit à révéler l'origine germanique de cette annonce. Lisez au-dessous de la vignette la légende : A l'Amérique du Sud. C'est peut-être, pour un Boche, la traduction littérale de Nach Süd-Amerika ; mais, à coup sûr, ce n'est pas une façon de s'exprimer française. Nous dirions chez nous : Vers l'Amérique ou Pour l'Amérique.

Au surplus, puisqu'il est nécessaire d'insister, reproduisons également le cliché de la même compagnie publié par les journaux d'Allemagne et notamment par la Frankfurter Zeitung :

**Königlicher Holländischer Lloyd.**

Nächste Abfahrten von AMSTERDAM nach SÜD-AMERIKA

(La Coruna, Vigo, Lissabon, Pernambuco, Bahia, Rio de Janeiro, Santos, Montevideo und Buenos Aires.)

Schnelldampfer

1. März FRISIA

15. März TUBANTIA

und weiter alle 14 Tage.

Frachtdampfer: F 265

Frachtdampfer-Expeditionen nach Sadar.

Auskunft durch den Königlichen Holländischen Lloyd, Amsterdam, oder in

Frankfurt: W. H. A. K. Kaiserstr. 18 (für Billets).

Affr. Altschüler & Co. (Fracht).

Otto Hirsch, Südring 12 (Passage).

Mainz: Gendlich & Baerckhaus Nfg., Bahnhofplatz 7.

Mannheim: Geber & Wader (Fracht).

C'est bien des mêmes bateaux qu'il s'agit, parlant aux mêmes dates. La seule différence, c'est qu'en France le Lloyd Royal ne parle naturellement ni de Mayence, ni de Francfort, — et qu'en Allemagne il ne parle pas davantage des escales dans les ports anglais et français.  
Réparons cette double omission, pour permettre à nos amis d'aller saluer au passage la Frisia, la Tubantia, et la Zeelandia, à Douvres et à Boulogne.  
Mais se bornera-t-on à les saluer ? N'y a-t-il aucun moyen de mettre la main

sur les marchandises boches — ou destinées aux Boches — que l'on va si tranquillement nous faire passer sous le nez et à notre barbe ?  
Je serais bien surpris si cette question trop simple ne soulevait pas encore des controverses infinies. Car nous sommes pétris de préjugés et farcis de scrupules.  
Or, tandis que nous ergotons, les sous-marins boches, plus expéditifs, farcisent nos bateaux de torpilles...  
Gustave Téry

## Ceux qui ne se payent pas de mots !

Le comte Bernstorff avait réussi déjà à brouiller bien des cartes en Amérique. Sachons reconnaître que son activité satanique vient de faire mieux encore. Par une confusion qui chez nous paraîtrait toute naturelle, mais qui est inouïe dans un pays où l'on respectait jusqu'ici la séparation des pouvoirs, il dresse le Législatif contre l'Exécutif et amène le Congrès à intervenir dans les actes du président Wilson.  
Ca ne s'était jamais vu. Les députés américains sont des politiciens professionnels. Mais ils n'habitent pas, comme les nôtres, la capitale ; ils vivent dans leurs Etats respectifs et ne viennent à Washington que pour voter des lois économiques. Une fois tous les quatre ans, ils choisissent une sorte de dictateur dont les idées et le programme général leur agréent. Ensuite, et pendant ces

quatre ans, ils s'en remettent à lui de diriger la barque, sous sa pleine responsabilité. La question de la piraterie allemande ne les regardait donc nullement.  
Mais M. Wilson a sauté avec bonheur sur une occasion inespérée. Pris entre le parti Roosevelt qui l'accuse d'humilier l'honneur américain, et l'opinion générale du pays qui ne veut pas de la guerre, il était fort embarrassé.

M. Roosevelt perd sa plus belle arme. M. Wilson, pour faire l'homme très en colère, parle bien de démissionner si le Congrès ne lui donnait pas raison, ou se dérobait. N'en croyez rien ! Il n'est pas si bête. Démissionnaire, il serait remplacé automatiquement par le vice-président. Le bel avantage !  
Tout ça, c'est de la politique électorale. Si vous attendez qu'il en sorte la guerre avec l'Allemagne, vous êtes naïf. Certes, nous aurions le plus vif intérêt à ce que les Etats-Unis déclarent

la guerre. Ceux qui disent le contraire font du paradoxe. D'abord l'impression sur les derniers neutres hésitants en Europe serait énorme. Ensuite, au lieu de payer les munitions que nous allons chercher à New-York (25 pour cent en or, 75 pour cent en valeurs) nos nouveaux alliés nous les fourniraient gratis. Dame ! ce serait leur contribution à l'effort commun. Vous trouvez que ce ne serait rien ?  
Mais l'oncle Sam ne veut pas de la guerre ; il reste fidèle à sa doctrine constante de ne pas se mêler des querelles de l'Europe. L'Europe aux Européens, pour pouvoir dire : l'Amérique aux Américains ! Chacun chez soi, et les dollars seront bien gardés !  
Là-dessus et par delà toutes les manœuvres électorales, Congrès et président seront toujours d'accord.  
Que voulez-vous ? Ces gens-là font leurs affaires. Faisons les nôtres ! Et apprenons d'eux à ne pas nous payer de mots.

Maurice de Waleffe

## LA GUERRE AÉRIENNE

L'adjudant Navarre a abattu hier, dans la région de Douaumont, un sixième avion allemand, du type albatros, qui est tombé dans nos lignes. Les passagers, blessés, ont été faits prisonniers.

## L'autre guerre

Nous avons sous les yeux quelques échantillons de ces minuscules fourchettes d'acier découvertees dans les balles d'avio qui nous arrivent des Etats-Unis et destinées, sans aucun doute, à tuer nos chevaux et nos mulets.

On nous affirme, d'autre part, que les bottes de foin et de paille que nous recevons de la même origine contiennent trop souvent des débris de toutes sortes : chats crevés, légumes pourris, ordures innombrables — véhicules de maladies et d'épidémies extrêmement dangereuses.

Devons-nous espérer qu'une enquête sévère a été ou sera ouverte sur les causes de ce sabotage stupide, mais dangereux ? Que les Etats-Unis nous vendent très cher ce dont nous avons besoin, c'est la loi du commerce, et nous n'y pouvons rien. Mais que nous nous laissions, sans protestation, empoisonner par les espions boches de New-York et de San-Francisco, voilà qui dépasse un peu les bornes de notre immense résignation.

Nous réclamons donc une enquête très rigoureuse et nous en voulons connaître le résultat et les sanctions.

## Propos d'un grincheux

### VANITÉ...

Après une préparation savante, après l'effort de tous les progrès mécaniques, après la pluie d'obus, après la peste artificielle des gaz, voici la guerre qui se démasque. L'homme prend l'homme à la gorge et à la ceinture, les souffles et les sueurs se mêlent, des couteaux brillent dans les mains. C'est le corps-à-corps des cavernes. Nous avons tout inventé. Nous avons épuisé notre génie à construire des armes compliquées. Nous avons imaginé des engins qui mitraillent, asphyxient et incendient. Et notre science nous mène à nous chercher avec l'ongle et les dents. Toutes les complications de nos petits esprits ont abouti là. Quel thème pour un Bossuet !  
Eux, les Allemands, ils avaient combiné des plans invincibles. Ils se jetaient sur nous par les plaines ouvertes du Nord ; en quelques semaines, ils gagnaient le cœur du pays et nous frappaient d'un coup mortel... Après vingt mois bientôt, où les retrouvons-nous ? Dans le sentier historique où, depuis les commencements de notre âge, leurs pères ont été conduits par une force qui n'a pas vieilli. Irrésistiblement ils sont poussés vers les champs catalaniques, et flairent les traces d'Attila. Science, calculs, prévisions, organisation, théories, une chiquenaude renverse tout cela. Nous voici, hommes contre hommes, avec nos muscles nus, sur le vieux terrain de nos éternels débats. Et nous reconnaissons, en tremblant, l'obscur loi qui gouverne nos indigences.

Albert Savarus

## La Bataille de Verdun



On a comparé très justement à un coup de bélier l'attaque menée par les Allemands sur la rive droite de la Meuse, contre le front nord de Verdun.  
Sur un espace restreint — 10 à 12 kilomètres — sept corps d'armée se sont précipités. L'épaisseur présentée par une pareille masse permet de penser que le feu de nos canons et de nos mitrailleuses y a produit de grands ravages. Ceux-ci cependant ne sont peut-être pas aussi considérables qu'on le suppose. Le terrain d'approche couvert, coupé, raviné, boisé, dont nos adversaires disposaient pour aborder le plateau de Douaumont et la côte du Poivre, a certainement limité leurs pertes.

Quoi qu'il en soit, une troupe n'aborde pas impunément, en rangs pressés, des positions énergiquement défendues. Quant à évaluer, dès aujourd'hui, ses pertes par rapport aux nôtres — la seule chose qui intéresse cependant — cela est impossible.  
C'est seulement, longtemps après une bataille qu'on peut établir exactement le bilan, une fois les égarés du premier jour retrouvés et les blessés légers revenus dans le rang.  
Or la bataille n'est pas finie.  
Quoique fortement éprouvés, les corps d'armée qui ont mené la première attaque ne sont pas complètement épuisés. D'autre part, des réserves — rassemblées à Saint-Avold, parail-il — auraient été acheminées vers le champ de bataille.

Après un moment d'accalmie — du 27 février au 1<sup>er</sup> mars — accalmie indispensable pour donner du repos aux troupes, amener les renforts en hommes, en vivres et en munitions, faire avancer l'artillerie et consolider les positions conquises, le bombardement de nos positions au nord de Verdun, sur la rive gauche de la Meuse, reprend avec violence dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mars. Il continue le 2, en même temps que de nouvelles attaques d'infanterie, chaque fois repoussées par nous, se ruent contre le plateau de Douaumont.

Ces attaques s'expliquent, d'ailleurs, par le désir d'élargir la brèche faite sur ce point par les Brandebourgeois.  
Renouvelées dans la nuit du 2 au 3, elles échouent encore, sauf sur un point : l'ennemi réussit à pénétrer dans

le village de Douaumont. Mais nous continuons à tenir le plateau immédiatement au-dessus.

En Woëvre, notre adversaire continue à essayer de déloger nos troupes du pied des côtes. Hier, c'était le village de Vaux qui paraissait l'objectif le plus ardemment convoité.

Il est évident que, maîtres de ce village qui défend un ravin par lequel on peut tourner la droite des défenses du plateau de Douaumont, les Allemands menaceraient celles-ci de telle façon qu'on serait obligé de l'évacuer.

Malgré cela, le danger le plus grand n'est peut-être pas de ce côté.

La manœuvre allemande est généralement classique. Or il est classique de fixer l'ennemi sur un point et de se jeter ensuite avec toutes ses forces sur un autre.

Après nous avoir fixés, au nord de Verdun, sur la rive droite de la Meuse, l'ennemi pourrait donc être tenté de lancer des forces considérables par la rive gauche, pour y chercher la décision.

Aussi, j'estime qu'il faut se méfier beaucoup de ce bombardement intense dirigé contre la côte de l'Oie, le Mort-Homme, Malancourt, Haucourt, etc. Et je me demande s'il n'est point le prélude d'une attaque colossale débouchant des hauteurs qui s'étendent du bois de Forges à Montfaucon par Cuisy.

Mais je n'éprouve aucune crainte : car ces positions de la côte de l'Oie et du Mort-Homme, étayées en arrière par la ligne des forêts — Marre, Bois-Bourrus, Vacheraville, Les Sarteilles — sont susceptibles d'arrêter un ennemi qui, à l'encontre de ce qui s'est produit au Douaumont et à la côte du Poivre, serait forcé de s'avancer à découvert.

Ces considérations suffisent pour montrer qu'un échec encore plus important sur la rive droite de la Meuse ne modifierait pas notre situation sur la rive gauche.

Général Verraux

## Lutte acharnée autour de Douaumont

### Les Communiqués

15 heures

Dans la région au nord de Verdun, le bombardement et les attaques de l'ennemi ont continué pendant toute la soirée d'hier avec une violence redoublée dans le secteur du village de Douaumont.

Après plusieurs tentatives infructueuses qui ont été repoussées avec de cruelles pertes pour eux, les Allemands sont parvenus à pénétrer dans le village, où le combat continue, acharné.

Un peu plus à l'est, le village de Vaux a été attaqué vers la même heure. Les assauts dirigés du nord et du nord-est ont été brisés par nos tirs de barrage et nos feux de mitrailleuses.

L'ennemi a dû se retirer, laissant dans nos réseaux de fils de fer une grande quantité de cadavres.

En Woëvre, hier, en fin de soirée et au cours de la nuit, le bombardement est toujours très intense ; mais, arrêté par nos tirs de barrage, l'ennemi n'a pu déboucher.

A l'ouest de la Meuse, activité de l'artillerie ennemie dans la région de Malancourt et de Haucourt.

En Lorraine, dans la région sud de la forêt de Parroy, une faible attaque a été dispersée à coups de fusils et de grenades.

23 heures

En Belgique, nous avons bombardé les cantonnements ennemis de la région de Langemark.

Au nord de l'Aisne, une forte patrouille qui avait attaqué un de nos petits postes a été repoussée avec des pertes. Notre artillerie a exécuté des tirs de destruction sur les ouvrages allemands à l'est de La Neuville, sud de Berry-au-Bac.

En Argonne, notre artillerie s'est montrée très active et a bombardé les lignes ennemies à la Fille-Morte et au bois de Cheppy. Nous avons fait sauter avec succès un camouflet à Saint-Hubert.

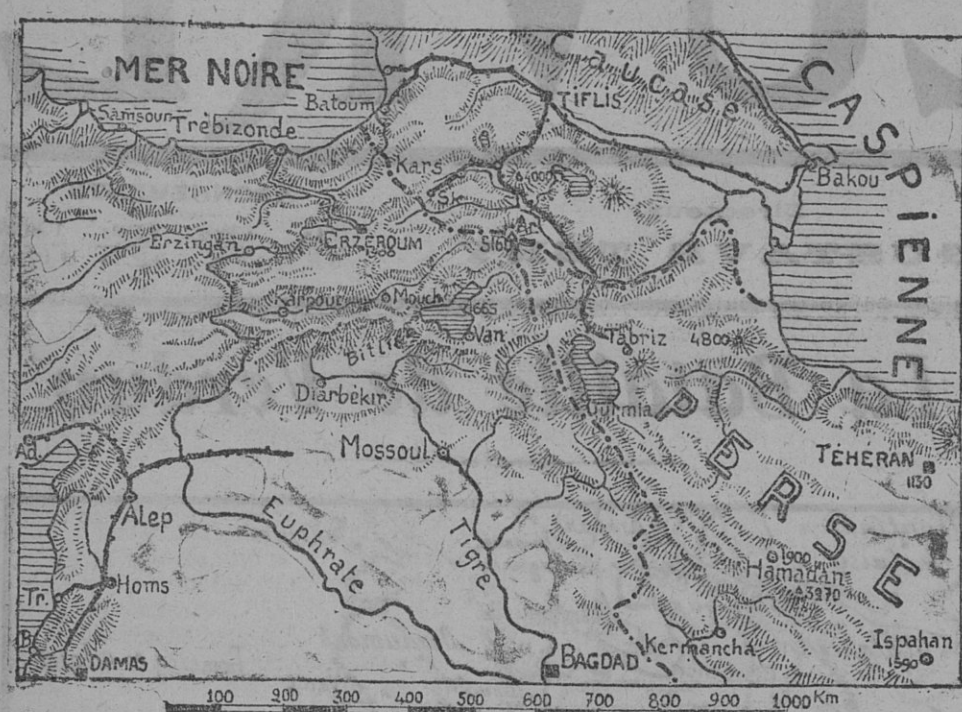
Dans la région au nord de Verdun, la lutte est très chaude près du village de Douaumont ; nous tenons la partie haute du mamelon sur la pente nord duquel il se trouve. Une vive contre-attaque déclenchée par nous nous a permis de regagner du terrain aux abords immédiats du village.

Le bombardement s'est maintenu très violent à l'ouest et à l'est de la Meuse ainsi qu'en Woëvre. Notre artillerie a exécuté des concentrations de feux sur des points de rassemblements ennemis, notamment à proximité de Beaumont où une colonne en marche a été dispersée.

En Haute-Alsace, nous avons exécuté une attaque à l'est de Seppois et enlevé plusieurs éléments de tranchées allemandes sur la rive droite de la Grande-Lorgue. Une contre-attaque de l'ennemi a été impuissante à nous déloger du terrain conquis.



# Les Russes en Arménie



De tous les coups tentés sur l'échiquier oriental, un seul a réussi jusqu'à présent. Les Russes n'ont rien pu sur Suez, malgré les prodiges de l'organisation allemande; les Anglais sont arrêtés devant Bagdad; mais les Russes sont à Erzeroum.

On a déjà noté les conséquences possibles de ce succès. L'avenir jugera la légitimité des espoirs éveillés. La seule chance que nous ayons dès à présent d'en peser peu à peu la valeur est d'essayer de réaliser l'aspect géographique de ce coin de l'échiquier oriental.

Jetez les yeux sur cette carte et cherchez l'Ararat (Ar. 5.160 m.). Vous êtes au centre de l'Arménie. Trois frontières politiques s'y rencontrent sur le plus haut sommet de l'Asie occidentale. Au nord, c'est la Transcaucasie russe; à l'est, l'Azerbaïdjan persan; à l'ouest, l'Anatolie turque. Le triste sort de la Pologne paraît doux à côté de celui de l'Arménie, qui formait au moyen âge un empire florissant. Après dix siècles d'invasions, de massacres et de déportations, les Arméniens ne sont même plus en majorité chez eux. On en compte presque autant dispersés à travers l'Asie-Mineure, la Syrie, les Balkans et la Russie que sur le sol même de leur malheureux pays.

Cette terre paraissait vouée par la nature aux désordres, et les convulsions du sol y ont précédé les déchirements politiques.

Comme les frontières convergent de trois points de l'horizon vers l'Ararat, les plissements qui ont soulevé en faisceaux de chaînes puissantes le sol de l'Asie viennent se nouer en Arménie. Au nord, c'est le Caucase avec ses cimes couvertes de glaciers; au sud, les après échelons calcaires par lesquels on s'élève des rives brillantes du golfe Persique et de la plaine du Tigre vers les plateaux persans; à l'ouest, c'est le Taurus avec son cortège de rides traversant toute l'Asie-Mineure.

A la rencontre de ces plis qui se contraignent, l'écorce terrestre paraît avoir éclaté et les volcans ont surgi, épanchant de vastes coulées de laves. Soulevé en bloc ici, affaissé à côté, le sol offre un chaos de hauts plateaux monotones, surmontés par les cônes éruptifs; de gorges formidables creusées par les torrents qui descendent de tous côtés vers les mers ou les plaines voisines; et de cuvettes à fond plat, les unes encore occupées par de vastes lacs, les autres devenues des plaines marécageuses au sol noir.

Les plateaux sont à 3.000 mètres, les bassins s'échelonnent entre 1.000 et 2.000 mètres. C'est le pays le plus froid en hiver et le plus sec en été.

Les nuages montant de la mer Noire ou de la Caspienne voilent pendant des mois entiers les chaînes côtières et y précipitent des torrents d'eau, entretenant des forêts épaisses. Ils arrivent rarement jusqu'aux plateaux intérieurs couverts d'une maigre steppe. A 1.000 mètres, la température moyenne du mois de janvier est de 6° au-dessous de 0°; la neige couvre le sol aussi longtemps qu'à Moscou. L'été est brûlant et sec, la température du mois d'août atteignant 25°.

Voilà le pays à travers lequel les Russes ont réussi à s'avancer deux fois en plein hiver, forçant des cols entre 3.000 et 4.000 mètres, dans une neige profonde et par des températures de 20° au-dessous de 0°.

Peut-être n'y a-t-il pas lieu de s'étonner de la date choisie pour ces offensives. Au printemps, l'eau ruisselle partout, inonde les plaines et transforme les pistes en fondrières. Dans un pays sans routes, la neige est propice aux bataillons du Caucase ou de Sibirie. Les Russes n'ont pas de montagnards aussi endurcis au froid.

Le développement des chemins de fer en Transcaucasie, l'absence de routes dans l'Arménie turque ont encore singulièrement servi les Russes. Le rail atteignant Kars, poussé ensuite jusqu'à Sarikamisch (Sk.), amenait l'artillerie à 100 kil. d'Erzeroum. Du côté turc, une seule route carrossable, celle de Trébizonde. C'est par là qu'arrivaient les munitions. On s'explique l'acharnement de la flotte russe contre les transports turcs, coulés par centaines sur la côte de

la mer Noire. D'Erzeroum à Angora, station terminale du chemin de fer d'Anatolie, on compte 800 kilomètres, dont plus de la moitié à travers des steppes ou des déserts. La Syrie est aussi loin, le chemin de fer de Bagdad s'arrêtant à moitié route entre Alep et Mossoul.

Dans ces conditions, il était difficile aux Russes de secourir Erzeroum. Mais les Russes n'auront pas plus de facilités pour pousser plus loin.

L'importance de la prise d'Erzeroum est peut-être plus politique que stratégique. Elle signifie la mainmise sur l'Arménie. C'est un vieux différend tranché définitivement. Deux fois déjà, Erzeroum a été conquise par les Russes au cours des luttes avec la Turquie. Soyons assurés qu'ils ne la lâcheront plus. Cela seul suffira à occuper leurs forces, car un retour offensif des Russes est certain.

Le bruit fait par la chute de la capitale de l'Arménie turque a trop fait oublier les succès remportés plus au sud et dont l'importance stratégique est certainement plus grande. Là encore, les chemins de fer ont servi la Russie. La voie ferrée poussée jusqu'à la frontière persane avait été prolongée par une belle route d'auto vers Tabriz. C'était la plate-forme prête pour les rails, qui atteignent depuis peu le lac d'Ourmia. Par là ont pu arriver les forces qui ont refoulé l'offensive turque devenue si menaçante au début de l'hiver. En atteignant la cuvette de Van, en poussant jusqu'à Mouk, les Russes pénètrent au cœur des montagnes où dominent les Kurdes et où se recrutent les meilleurs soldats de l'Arménie turque. Par Billis, ils peuvent descendre facilement sur Diarbékir, en évitant les gorges de l'Euphrate. Voilà la pointe qui menace le plus directement les communications avec Bagdad, à moins que l'avancée russe en Perse, parvenue à Hamadan, ne puisse être poussée plus loin encore.

Il n'est pas sûr que les Russes cherchent ce résultat. Délivrer l'Arménie des griffes des vautours, reconstruire la Pologne asiatique, tel est certainement le but visé par le grand-duc Nicolas. Tant mieux s'il atteint en même temps les sources du recrutement turc et détourne les attirant sur lui les forces préparées contre l'Egypte ou la Mésopotamie.

François Lebon

## LES OBSEQUES DE MOUNET-SULLY

Les obsèques de Mounet-Sully ont été célébrées hier, à deux heures de l'après-midi, au temple de l'Oratoire, en présence d'une nombreuse assistance, en majeure partie composée d'artistes et d'hommes de lettres. Le personnel de la Comédie-Française s'y trouvait au grand complet.

Le pasteur Wagner a prononcé l'éloge funèbre et dit les prières mortuaires; puis des discours ont été prononcés par MM. Emile Fabre, au nom de la Comédie-Française; Silvain, le successeur du défunt comme doyen des sociétaires; Brémont et Adolphe Brisson.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Montparnasse.

## Au Sénat

### Les Orphelins de la guerre

Au début de la séance, M. Jénouvrier dépose une proposition de loi ayant pour objet la confiscation des biens des Français qui se sont soustraits à leurs obligations militaires pendant la présente guerre, en restant volontairement à l'étranger. M. Henry Bérenger s'écrit: « La Convention avait du bon! Nous revenons à ses procédés. » Le Sénat applaudit l'exposé des motifs et vote l'urgence de la proposition de loi.

Le Sénat adopte ensuite le projet de loi qui tend à appeler devant une commission de réforme les exemptés, réformés et auxiliaires de nos vieilles colonies; le projet de loi abaissant la limite de l'âge de la retraite pour les officiers de marine; et le projet de loi concernant les actions en divorce et en séparation de corps à l'initiative des citoyens présents sous les drapeaux.

M. Bepmale renonce, en raison des circonstances présentes, à interpellier le ministre de la guerre sur l'autorisation qui avait été donnée à un prisonnier allemand de quitter son camp d'internement.

M. Bepmale a bien raison de penser aux « circonstances présentes ». Puisse-t-il faire école!

Et le Sénat reprend la discussion sur l'important projet de loi relatif aux pupils

de la nation. M. de Las Cases demande: « Si l'enfant, conformément à la volonté de son père, est élevé à l'école libre, pourra-t-il concourir pour les bourses de l'enseignement secondaire et aller soit au lycée soit au collège libre? »

« Pourquoi, demande-t-il, se méfier des veuves de la guerre? Et pourquoi enfin avoir institué des rouages compliqués dont le moindre défaut sera la lenteur dans l'action, pour des questions souvent simples à résoudre? »

M. de Lamarzelle monte à son tour à la tribune et pose trois questions au gouvernement: Le tuteur social pourra-t-il, oui ou non, être imposé à la mère de famille? Si la mère de famille accepte le tuteur, aura-t-elle le droit de se raviser? Enfin, la mère aura-t-elle toute liberté pour choisir l'établissement où l'enfant sera élevé?

Le gouvernement répondra à la prochaine séance, le vendredi 10 mars.

## Hors d'Œuvre

### Chronique financière

La vie parisienne reprend son cours normal: toutes les étoiles du théâtre et du café-concert brillent de nouveau au firmament de la rampe (cette jolie phrase n'est pas de moi, mais d'un courtieriste qui a évidemment autant de relations à l'Observatoire qu'au Conservatoire); toutes nos « professionnelles beautés » sont à leur poste aux vitrines des marchands de cartes postales... Et voici que nous revoyons quelques-uns de nos plus sympathiques banquiers sur les bancs de la police correctionnelle.

Celui qu'on a jugé hier n'est pas un escroc banal.

D'abord, il a détourné, dans l'espace de quatre-vingt ans, la somme de seize millions sept cent quatre-vingt-onze francs vingt-cinq centimes.

Les vingt-cinq centimes surtout paraissent exorbitants, inacceptables, impardonnables au président du tribunal, qui, chaque fois qu'il prononçait le chiffre, insistait sur la fraction avec une indignation toute particulière.

Mais les seize millions sont également un joli denier, même en ce temps de guerre où nous jonglons avec les milliards.

Le banquier Augustin Maz se recommandait également à l'attention de l'aimable société par deux particularités assez remarquables: il était chevalier de la Légion d'honneur, il est aveugle.

Nous n'avons pas la naïveté de nous demander comment un chevalier de la Légion d'honneur peut être en même temps un filou: c'est un cumul dont nous avons déjà vu d'illustres exemples. Nous ne rechercherons pas davantage par quel miracle un aveugle a pu pendant quarante ans vider les poches de gens clairvoyants. Pour qui connaît les financiers et les gogos, le miracle est uniquement dans ce fait qu'au bout de quarante ans, les gens clairvoyants ont fini par s'apercevoir qu'on vidait leurs poches.

La guerre mettra-t-elle fin à l'âge d'or des Ventres Dorés?

Après tout, la question n'a pas grande importance.

Comme disait M. Bergeret, quelques pauvres petits millions volés par quelques pauvres petits filous sont si peu de chose auprès des sommes qui, chaque jour, régulièrement, légalement, sont gaspillées par notre honnête administration!

ZETTE.

### Suicides et statistiques

En se reportant à la statistique municipale publiée au Bulletin municipal officiel du jeudi 2 mars, on lit, pour la 8<sup>e</sup> semaine de l'année:

Suicides ..... 2

Les résultats des semaines antérieures accusent un chiffre à peu près équivalent. Or, les annuaires statistiques des années précédentes, édités par les soins de M. Jacques Bertillon, nous donnent, pour chaque semaine, une moyenne de 15 suicides.

D'où cette conclusion singulière qu'au milieu des plus tragiques circonstances que nous ayons jamais traversées, les créatures humaines, torturées de mille façons, n'éprouvent plus aucune tentation de mettre fin à leurs jours.

Peut-être la curiosité de connaître la fin du drame angoissant suffit-elle pour rattacher à la vie les désespérés...

Peut-être aussi la crise des moyens pratiques généralement usités pour arriver à une solution: on ne vend plus de revolvers; on ne laisse plus personne monter sur les monuments publics; quant au réchaud, le charbon est si cher!

### Bonne chasse!

Ce brave caporal brancardier du 102<sup>e</sup> d'infanterie, qui s'était adressé à nous pour recevoir... un chien ratier est aujourd'hui doublement satisfait. Un de nos lecteurs, le docteur Barré, a bien voulu nous en offrir deux: leur nouveau maître, mettant à profit une permission de six jours, a tenu à les accompagner lui-même aux tranchées.

Nous leur souhaitons, à tous trois, bonne chance etc., bonne chasse!

### Petites annonces

Un de nos lecteurs fit dernièrement insérer dans un grand quotidien une annonce de demande d'emploi (ci: 5 lignes à 3 francs, soit 15 francs).

Voici ce qu'il reçut à la suite de son annonce:

1<sup>o</sup> Le prospectus d'une brochure intitulée: « Pour réussir dans la vie », brochure dont le coût est seulement de 2 francs franco;

2<sup>o</sup> Deux fauteuils à tarif réduit pour le Casino Saint-Martin;

3<sup>o</sup> L'offre d'un « Système infallible pour gagner à la roulette », système vendu 8 francs par son auteur.

Notre lecteur a amèrement regretté d'avoir dépensé pour son annonce les 15 francs qui lui auraient permis: 1<sup>o</sup> de réussir dans la vie; 2<sup>o</sup> de faire fortune à la roulette; 3<sup>o</sup> de passer une soirée au Casino Saint-Martin.

### On demande des chiffres

Plusieurs de nos lecteurs s'étonnent de n'avoir pas encore eu connaissance, par la voie de la presse, des résultats de la « Journée du Poilu » qui eut lieu à la fin de décembre.

En ce qui concerne les autres « Journées », les résultats des quêtes ont été communiqués aux journaux au bout de huit ou dix jours.

Il est vrai que les autres « Journées » n'avaient pas été organisées par l'initiative parlementaire.

## A la Chambre

### LES LOYERS

Sans désespérer, la Chambre entend poursuivre la discussion des loyers. Elle a consacré sa séance d'hier à cette question; elle y consacra désormais tout son temps. Le mardi gras lui-même ne sera pas jour férié.

Hier, M. Viviani a exposé la thèse gouvernementale. Il l'a fait dans un discours qui eut un beau succès.

M. Viviani a d'abord défendu le système des moratoires, nécessaire pour les débuts de cette guerre, mais système qu'il faut abandonner puisque la guerre se prolonge. Il y a une responsabilité à prendre; le gouvernement la prend, pour sa part, en défendant un projet de loi; le Parlement doit participer à cette responsabilité en votant une loi.

Deux principes peuvent et doivent être admis: celui de la résiliation des contrats et celui de la juridiction arbitrale. En dehors de ces deux principes on pourra discuter et modifier le projet, notamment sur l'article 12 qui, dit M. Viviani, recèle toutes les controverses sociales et juridiques.

Cet article porte que, devant le tribunal arbitral, le locataire aux prises avec le propriétaire pourra réclamer une réduction pouvant aller jusqu'à l'exonération totale. Ainsi on s'écarte du Code civil.

C'est alors que M. Viviani rappela, avec un bonheur d'expression qui lui valut les applaudissements de la Chambre, le rôle du législateur de 1804, dont nous sommes les héritiers et les continuateurs. De ce fait, nous devons combler les lacunes du Code civil.

Ainsi le Code civil ne connaît pas l'impossibilité de payer et n'accorde que des délais. En temps de guerre, on ne peut s'en tenir là; il faut que le locataire puisse vivre.

« Or, quelle sera la situation du locataire à Paris? » demande M. Viviani:

Quel sort faites-vous à ceux qui paient moins de 600 francs de loyer? Lorsque ce locataire sera assisté, recevra une allocation ou détiendra un bon de chômage, comment va-t-on régler sa situation?

La commission répond: « Après la guerre ». C'est une solution que je n'accepte pas. Allons-nous recommencer ces controverses après la guerre? Non. Elreignons tout le problème et proclamons le droit.

Combien y a-t-il à Paris et dans la banlieue, englobés par le moratorium, de locataires ayant un loyer au-dessous de 600 francs? Il y en a un million 145.000. Combien y a-t-il d'assistés dans le département de la Seine? 604.000. Donc 541.000 personnes habitant à Paris ou dans les trois grandes villes de la banlieue, ayant un loyer de moins de 600 francs vont pouvoir être assignées.

On a examiné seulement la loi au point de vue civil; il faut en faire une loi d'ordre public.

Que faut-il donc faire? M. Viviani précise alors sa pensée:

D'abord pour les loyers au-dessous de 600 francs, plusieurs hypothèses s'ouvrent devant nous:

On bien on fera, comme la commission le propose, deux tranches, ou bien nous allons décider que tous, de plein droit, seront exonérés pour le passé et pour l'avenir de tout loyer et nous interdirons les congés.

Je n'accepte ni l'une ni l'autre de ces hypothèses et entre les deux j'en propose une troisième:

Il me paraît équitable de présumer que les locataires ayant moins de 600 francs se trouvent dans cet état de détresse sociale que le tribunal arbitral aura reconnu en vertu de l'article 12 aux locataires payant un loyer supérieur.

J'emprunte à M. Dufaure cette solution: j'offre une prime au propriétaire, s'il y a prorogation d'un congé; ce n'est pas une indemnité, mais une rançon sociale du service rendu à l'ordre public.

Voilà la conception gouvernementale; la Chambre la discutera. Elle va se trouver en présence du texte de la commission et d'un texte nouveau du gouvernement. M. Viviani formulera, en effet, dans une rédaction spéciale, les idées que nous venons de résumer.

Pour conclure, M. Viviani a fait un émouvant appel à l'unité nationale, plus nécessaire que jamais, au moment où nos soldats bravent la mort si héroïquement.

Avant lui, MM. Paul Beauregard et Louis Dubois avaient exposé leur point de vue. Partisans tous les deux du principe de la loi, ils n'y ont fait que des objections de détail qui ont d'ailleurs leur importance.

## Comme on écrit l'Histoire...

Qui est le premier historien français, le prince des historiens, « the greatest in the world », comme on dit au pays des dollars? Bien fol l'écrivain qui oserait se tresser semblable couronne, et se la poser sur la tête...

Un homme pourtant s'est rencontré — pour parler comme Bossuet — qui n'a pas craint de se décerner ce titre glorieux. Cet homme est M. Gabriel Hanotaux, ex-ministre des affaires étrangères, excellent historien de Richelieu, auteur d'un ouvrage sur la « grande guerre ».

Quand nous disons que M. Hanotaux s'est, à l'unanimité, proclamé *imperator*, nous exagérons. La vérité est qu'il doit ce nimbe à son éditeur, désireux d'éblouir ainsi les foules et d'écouler avantageusement les fascicules de la « Grande Guerre ». La modestie de M. Hanotaux dit souffrir.

Songez, en effet, que M. Hanotaux compte parmi ses confrères de l'Académie des historiens comme MM. Lavisse, Lamy, Masson, de la Gorce. Si M. Hanotaux est réellement le premier historien du pays, cette précellence est vexante pour ces messieurs. Et que diraient, en outre, les historiens non encore académisés, tels MM. Seignobos, Aulard ou Camille Jullian?

Et puis il est toujours périlleux de s'édifier à soi-même une statue. Voyez le cas de Paul Fort et de Han Ryner, respectivement sacrés princes des poètes et des conteurs par les petits camarades du Quartier Latin. Leur gloire a-t-elle grandi de ce chef? Il est permis d'en douter. On se rappelle le mot de feu Heredia: « Jean Aicard est le premier des poètes français — par ordre alphabétique... »

Admettons, cependant, que M. Hanotaux soit ce que son éditeur prétend. Nous sommes dès lors en droit d'exiger beaucoup de notre éminent confrère, d'exiger surtout qu'il ne commette pas de fâcheuses erreurs.

Or, — lapsus ou étourderie plutôt qu'ignorance, — M. Hanotaux vient justement d'ébranler notre confiance en son infailibilité.

A la page 108 du premier volume de la *Grande Guerre*, il trace un portrait du chancelier von Bethmann-Hollweg et une analyse de son rôle. A la page 109, parlant de ce quatrième successeur de Bismarck, M. Hanotaux écrit:

Il s'adjoignit d'abord comme ministre des affaires étrangères Kiderlen-Wächter, qui n'était qu'un réaliste brutal et mal élevé; c'est avec lui qu'il tenta la double manœuvre d'un rapprochement avec l'Angleterre et d'un rapprochement avec la Russie, mais il ne sut les pousser à fond, ni l'une ni l'autre. Kiderlen-Wächter mourut, et Schœn le remplaça; c'est un médiocre, malade imaginaire, détestant les villes et faisant son rêve d'une ambassade à Paris qui se passerait sur la Côte d'Azur; puis ce fut Tschirsky, Jagow, des sous-ordres, n'ayant qu'un programme, lire dans les yeux du maître sa volonté et la précéder toujours.

Fort bien. Un historien, qui n'est ni le premier des historiens, ni même des académiciens, nous arrête et nous fait relire cette petite phrase: « Kiderlen-Wächter mourut, et Schœn le remplaça. »

Et il ajoute: « Ai-je la berlue? M. de Schœn n'a-t-il pas été ambassadeur à Paris? »

Se souvenir que le *Temps* (où M. Hanotaux fut annoncé comme le premier historien des temps modernes) est un journal sérieux, notre ami s'en fut consulter la collection de ce même *Temps*. Et il apprit:

1<sup>o</sup> Que le baron de Schœn se démit de ses fonctions de secrétaire d'Etat à l'Office extérieur et fut désigné comme ambassadeur à Paris à la fin du mois de juin 1910; qu'il présenta ses lettres de créance à M. Fallières le 29 octobre de la même année; qu'il conserva ses fonctions d'ambassadeur à Paris, sans interruption, jusqu'au 3 août 1914, date de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France; que, par conséquent, il n'avait jamais pu succéder à M. de Kiderlen-Wächter.

2<sup>o</sup> Que M. de Kiderlen-Wächter avait été appelé à la Wilhelmstrasse au mois de novembre 1908 pour régler avec M. J. Cambon l'incident des déserteurs de Casablanca; qu'il avait succédé à M. de Schœn, en juin 1910, à l'Office extérieur, où il était demeuré jusqu'à sa mort, survenue le 30 décembre 1912.

3<sup>o</sup> Que M. de Jagow, ambassadeur à Rome, succéda à M. de Kiderlen-Wächter et a conservé depuis ses fonctions à la Wilhelmstrasse; qu'ainsi M. de Tschirsky n'a pu succéder à M. de Kiderlen-Wächter...

Alors?

Notre ami devint pensif, anxieux. Et nous partageons son anxiété. Si M. Hanotaux a commis cette évidente bévue chronologique — lui, premier historien de France et de Navarre — qui nous prouve qu'il n'en a point perpétré d'autres? Devons-nous douter de sa science ou de sa méthode?

Affreuse énigme!

Jadis Ronsard, dans un poème célèbre, se proclama le prince des poètes et le poète des princes... Mais c'était Ronsard...

Qui a lu l'Œuvre aujourd'hui  
la lira demain



# DERNIÈRES NOUVELLES

## CARMEN SYLVA

La nation roumaine, dit-on, et les Lettres, paraît-il, pleurent la reine douairière Elisabeth de Hohenzollern, née princesse de Wied, docteur de l'Université de Pétersbourg, qui s'appelaient encore Saint-Petersbourg en ce temps-là, docteur de l'Université de Budapest et commandant d'un bataillon de chasseurs à pied.

Les doctorats étaient honoraires. Le commandement aussi. Mais, par malheur, il n'en fut pas de même de la fonction littéraire, laquelle s'exerça effectivement, en ce sens du moins que Carmen Sylva écrivit, fut imprimée et qu'un nombre assez considérable de témoins dignes de foi ont certifié l'existence de ses œuvres, généralement mises en doute par la librairie qui n'a jamais réussi à commercialiser un seul exemplaire.

D'où venait cette renommée ? Je voudrais rencontrer un homme sincère ; ne s'appelant ni Hohenzollern, ni Habsbourg, ni Wied ; n'ayant jamais déjeuné chez Carmen Sylva, et qui déclare avoir lu d'elle trois pages sans effort, avec un autre agrément que celui de fermer le livre, et s'en rappeler trois lignes : mais cet homme n'existe pas.

Nous laisserons donc les Lettres exprimer leur chagrin par la voie diplomatique, et nous nous contenterons de prendre part à la douleur du peuple roumain, mais, bien entendu, dans la stricte mesure où le peuple roumain peut se sentir l'âme atteinte par le décès d'une princesse née allemande, restée allemande, propagatrice du germanisme, auxiliaire de la politique de Berlin.

Assurément, et quoiqu'il soit un peu loin, nous saluons le cercueil, mais en écoutant le cérémonial ; car nous avons en ce moment beaucoup de cercueils à saluer et plus encore de morts qu'on enterre sans cercueils, et qui sont nôtres, ceux-là. — ACHILLE PLISTA.

## Complot terroriste allemand contre l'Italie à Lugano

A la Chambre italienne, le député Bevione a posé une question à laquelle le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a fait en substance la réponse suivante :

« En novembre passé, sur la ligne Milan-Turin, un individu resté inconnu a fait à un camarade de voyage de vagues propositions de se mettre au service d'une nation hégémonique. Il s'agissait, en échange de gros profits, de commettre des attentats terroristes afin de déprimer l'esprit de la population et, surtout, d'arrêter la production des ravitaillements militaires en Italie. L'individu, s'étant persuadé au cours de la conversation qu'il avait trouvé un complice digne de confiance, a exposé ensuite un plan précis d'actions criminelles.

« Il fut convenu que la personne qui paraissait accepter les propositions se rendrait à une date fixée à Lugano et se présenterait au consul de la puissance étrangère en question, afin de se mettre d'accord avec lui au sujet de l'introduction en Italie d'explosifs pour la destruction d'un pont de chemin de fer déterminé, dans le but de retarder la circulation des trains militaires.

« La personne à qui les propositions avaient été adressées a dénoncé le fait au préfet de Turin qui en a informé le gouvernement.

« Le ministre des affaires étrangères a porté aussitôt ces faits à la connaissance du gouvernement suisse, car il s'agissait d'un crime qu'on préparait sur le territoire de la Confédération.

« L'instruction ordonnée par l'autorité compétente suisse suit son cours. »

M. Bevione ajoute que l'individu en question était de nationalité allemande, que les autorités italiennes ont informé les autorités suisses qu'on avait trouvé des preuves évidentes du complot, que le complot était organisé auprès du consul allemand par les soins d'un ancien vice-consul allemand à Milan, qui est actuellement attaché officiellement au consul allemand à Lugano.

M. Bevione termine en disant que le gouvernement suisse s'explique, qu'on doit poursuivre une action politique énergique afin de s'assurer que la possession des lettres de créance diplomatiques ne serve pas à garantir l'impunité d'attentats à la dynamite.

## Une balle pour "Monsieur Mercier" !

Berne, 3 mars. — Les Dernières Nouvelles de Leipzig, journal qui, avant la guerre, était le porte-parole des amis du kronprinz, publie dans son numéro du 1<sup>er</sup> mars un article contre le cardinal Mercier qui dépasse en violence tout ce que la presse allemande avait encore osé écrire.

« Un espion que l'on prend sur le fait est traduit en conseil de guerre, une balle est sa récompense. Mais M. Mercier, qui en a fait presque autant, on le laisserait continuer tranquillement son œuvre mauvaise ? »

Plus loin, le journal prétend que le cardinal est devenu à Paris un héros national.

« Devant son portrait qui a été exposé aux nœuds d'enthousiasme. Que M. Mercier aille donc à Paris ! Mais si vraiment il osait revenir sur le sol allemand belge, alors il faudrait absolument lui préparer un autre accueil que celui auquel il a été habitué jusqu'ici. »

## COMMUNIQUE BELGE

Journalisme belge sur le front saut dans la région de Steenstraete où la lutte à coups de bombes a été vive.

## Les Etats-Unis et la guerre sous-marine

### Intrigues contre le président

Washington, 2 mars. — Le Sénat discute l'ordre du jour de M. Gore, enjoignant aux Américains de ne pas voyager à bord des navires marchands armés.

M. Gore déclare que ce qui le pousse à déposer cet ordre du jour est le bruit suivant lequel le président Wilson aurait dit à certains membres du Congrès qu'une guerre avec l'Allemagne ne serait peut-être pas mal accueillie, car elle pourrait avoir un résultat favorable pour la civilisation, en mettant fin à la guerre européenne vers le milieu du prochain été.

M. Gore déclare qu'il croit ce bruit fondé ; il demande à M. Stone ce qu'il en est.

M. Stone dit que le président Wilson n'a jamais fait pareille déclaration, mais il refuse de révéler ce que le président lui a dit. M. Stone explique la thèse présidentielle : si un sous-marin allemand coulait un navire marchand armé pour sa défense, M. Wilson considérerait cet acte comme illégal, et si l'Allemagne persistait, il soumettrait le cas au Congrès qui peut déclarer la guerre.

La thèse de M. Stone, au contraire, était qu'un navire marchand armé pour la défense ou l'attaque, ou transportant du matériel de guerre, devait être considéré comme un navire de guerre.

M. William, membre de la commission des affaires étrangères, soutient le président. Les Américains doivent décider s'ils veulent faire passer l'Amérique avant le *Deutschland über alles*, les questions de politique intérieure n'ayant rien à faire dans cette discussion.

M. Wilson confèrera aujourd'hui avec M. Mann, chef du parti républicain, dont il veut obtenir l'appui.

### Ce que M. Wilson a dit

Washington, 2 mars. — Une déclaration de source inspirée me catégoriquement les accusations formulées par M. Gore au Sénat.

## L'affaire des colonels suisses

### VIOLENTES MANIFESTATIONS A FRIBOURG ET A LUGANO

#### A Fribourg

Une dépêche de Berne rend compte d'incidents qui se sont produits dans la soirée de jeudi à Fribourg et à Lugano.

A Fribourg, des jeunes gens se sont groupés devant l'hôtel de l'Autriche (non d'Autriche comme dit la dépêche) où une société d'Allemands a ses réunions. Des pierres ont été lancées contre les vitrines, et la gendarmerie a empêché les jeunes gens d'arracher la porte. Cinq ou six d'entre eux ont été arrêtés. Les manifestants sont ensuite descendus devant l'hôtel de ville : on leur a opposé les pompiers ; ceux-ci ont arrosé la foule qui s'est momentanément calmée.

Mais après onze heures, la manifestation a recommencé avec une intensité nouvelle. Des pierres ont été lancées contre la gendarmerie qui a chargé, sabre au clair, et blessé un manifestant ; elle l'a conduit au poste, suivie de la foule qui criait : « Assassins, assassins ! » De nombreuses réverbères ont été brisés. La foule s'est dispersée vers minuit.

Au printemps de 1915, le passage en gare de nos internés civils avait ému profondément la brave et généreuse population de Fribourg qui combattait ces infortunés de libéralité et de marque de tendre sympathie. Le clan des professeurs allemands de l'Université en prit ombrage ; des rapports furent remis à la légation d'Allemagne qui mit en mouvement la dictature des colonels et brusquement, sans avis, les trains passèrent sans s'arrêter, devant les deux mille personnes qui attendaient en gare, les mains pleines de présents pour les Français.

La foule irritée protesta avec véhémence et les manifestations, dont il serait trop long de décrire les phases, prirent fin sur une menace fédérale d'occuper militairement Fribourg. Le rôle des colonels, surtout du trop fameux Sprecher von Bernegg, n'était pas oublié : on concevait que les rancunes comprimées aient fait explosion après le procès de Zurich.

#### A Lugano

Lugano n'en est pas non plus à sa première manifestation d'indépendante fierté. Au mois de mai dernier, la ville fut tout à coup submergée par les Austro-Allemands sortis d'Italie, qui se comportèrent envers la population italienne comme des envahisseurs victorieux. L'exaspération des habitants menaçait de se faire jour quand le colonel de Lays, sorti tout chaud des étreintes de M. de Bülow, qu'il avait salué au passage, établit dans la ville un vigoureux régime de baïonnettes bernoises. A Lugano, non plus, on n'oubliait pas. De là, les incidents de jeudi soir.

La foule se rassembla sur la Piazza Riforma, près de laquelle se trouve la brasserie *Gambinus*, qui est le rendez-vous des espions et des contrebandiers postés par l'Allemagne et l'Autriche, près de la frontière italienne. Le propriétaire est un Suisse allemand connu pour ses sentiments hostiles aux Italiens. La foule a plus ou moins endommagé sa devanture et secoué quelques-uns de ses clients les plus mal famés. Toutefois, comme il n'y a pas en ce moment de colonel à Lugano, on n'a pas eu d'exhibition de baïonnettes et le calme s'est assez vite rétabli.

Ces incidents ne signifient pas qu'une scission séparatiste soit prochaine ou possible en Suisse : personne n'a de semblables desseins ; Fribourgeois et Tessinois sont aussi bons et meilleurs Suisses que les colonels aux ordres de l'Allemagne. Mais les méfaits de ces germanisants ont poussé à des dernières limites la patience de ces deux villes précisément parce que les germanisants leur ont fait sentir les duretés d'une oppression vexatoire qu'ils n'ont jamais essayé d'imposer à Lausanne ou à Genève.

Lorsqu'un des chefs démocrates, au cours de la conférence avec le président Wilson à la Maison Blanche, demanda quel serait le résultat probable d'une intervention américaine dans la guerre, le président répondit que cela tendrait à abréger le conflit, mais il est complètement inexact que M. Wilson ait exprimé le désir de voir les Etats-Unis participer à la guerre pour l'étranger.

Washington, 2 mars. — Le département d'Etat dément les bruits circulant à Berlin selon les quels les cinq sixièmes du Congrès seraient hostiles à la politique du président Wilson.

### Ces pauvres sous-marins !

Washington, 2 mars. — M. Lansing, secrétaire d'Etat, a déclaré inacceptable la prétention de l'Allemagne suivant laquelle les sous-marins auraient un droit d'immunité plus complet que les autres navires de guerre, étant donné qu'ils sont d'une construction plus fragile.

### Victoire du président Wilson

Washington, 3 mars. — On espère que la motion Gore demandant une loi pour empêcher les Américains de s'embarquer à bord des bâtiments marchands armés sera repoussée aujourd'hui par le Sénat à une forte majorité.

A la Chambre des Représentants, l'opposition faiblit : on suppose que cette assemblée suivra, samedi, la ligne de conduite du Sénat, donnant ainsi au président pleins pouvoirs pour appliquer sa politique. Les républicains des deux assemblées unirent leurs votes à ceux des chefs de l'administration.

Washington, 3 mars. — Le Sénat, par 68 voix contre 14, a ajourné sine die la motion Gore.

C'est une victoire complète pour le président Wilson.

## Prise de Bittlis par les Russes

### Communiqué russe

Petrograd, 3 mars. — Front occidental. — Dans la région au nord de Czartorysk, l'ennemi a tenté une offensive, mais il a été dispersé par le feu de notre artillerie.

Front du Caucase. — Nos troupes continuent à presser l'ennemi.

Dans la direction de Bittlis, les Turcs de la région de Fesro ont tenté une offensive, mais ils ont été repoussés.

La lutte dans cette région se poursuit maintenant dans des conditions de difficultés exceptionnelles. Les chemins sont complètement défoncés, le froid est rigoureux et la neige épaisse.

Cette nuit est arrivée la nouvelle de la prise d'assaut par nos troupes de la ville de Bittlis ; elles se sont emparées de vive force de six canons.

Parmi les Turcs faits prisonniers, se trouvent 17 officiers dont un colonel.

### COMMUNIQUE ITALIEN

Rome, 3 mars. — Dans la zone de la haute montagne, la neige qui, dans quelques endroits, dépasse la hauteur de cinq mètres, et de nombreuses avalanches n'arrêtent pas l'activité de notre artillerie et de nos patrouilles.

Devant Gorizia, il s'est produit des actions assez intenses de l'artillerie ennemie qui ont été efficacement contrebalancées par la nôtre.

Signé : CADORNA.

## Les Allemands aux Etats-Unis

New-York, 3 mars. — Un incendie a éclaté hier soir dans les bâtiments du journal *la Providence*, à Rhode Island. Les dégâts sont considérables. Une explosion a suivi l'incendie. Les flammes ont gagné la salle de rédaction. La police affirme que l'incendie est dû à une main criminelle, le journal ayant conduit une campagne anti-allemande.

## Les pacifistes guerroyent entre eux

Stockholm, 3 mars. — M. Henri Ford a enjoint à M. Lochner, qui avait organisé le congrès en son nom, de rentrer immédiatement aux Etats-Unis. Cette nouvelle a causé un vif désappointement parmi les congressistes qui pensent que M. Ford a l'intention de retirer son appui financier au Congrès.

## A LA CHAMBRE ITALIENNE

### La dépêche de M. Deschanel

Rome, 3 mars. — M. Marcora, président, communique à la Chambre la dépêche que M. Deschanel lui a adressée en réponse.

Les ministres et les députés se lèvent et poussent les cris de : « Vive la France ! Vive l'Italie ! »

M. Alessio ajoute : « Je crois interpréter les sentiments unanimes de la Chambre italienne en confirmant notre salut à la Chambre française et à la noble armée de France. (Applaudissements.) Les deux armées seront unies dans une seule pensée, la pensée du triomphe de la liberté et de la civilisation. (Très vifs applaudissements prolongés.) »

### AU « JOURNAL OFFICIEL »

Le Journal officiel publie ce matin : Agriculture. — Décret prorogeant et suspendant les baux des fermiers et métayers mobilisés, qui doivent prendre fin ou commencer à courir dans la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 août 1916 soit en vertu de la convention des parties, soit par suite d'une précédente prorogation ou suspension.

### L'« Œuvre » militaire

## Les pensions de réforme

C'est à force de frapper sur un clou qu'on l'enfoncé. Nous continuerons à frapper, jusqu'à ce qu'il soit entré dans la tête de ceux qui sont chargés de l'appliquer, sur ce principe que la France doit la subsistance aux soldats qui sont devenus impotents à son service et qu'il est à la fois inhumain et peu digne de la leur marchander avec rouerie et apreté.

J'ai déjà rapporté des cas douloureux d'hommes ayant perdu à la guerre une grande partie de leur capacité de travail, et auxquels on refuse toute pension, toute gratification, toute assistance. La commission de réforme les a proposés pour un congé numéro un avec pension ; elle n'a formulé cette proposition qu'après les avoir examinés, qu'après avoir constaté leur impotence, en toute compétence, en toute connaissance de cause. La commission consultative du ministère biffe tout cela d'un trait de plume ; elle n'attribue qu'un congé numéro deux, sans gratification d'aucune sorte. Sur quoi base-t-elle sa décision ? Uniquement sur le rapport de la commission qui avait proposé la réforme numéro un, c'est-à-dire qui avait dit exactement le contraire ! C'est du paradoxe et de l'humour à outrance. On aimerait les voir s'exercer sur des questions touchant et lésant moins d'intérêts !

Autre chose. Celui-ci était proposé par la commission de réforme pour une gratification troisième catégorie : ankylose du genou gauche, ablation de quatre doigts de la main droite. Le ministre lui alloue seulement une gratification de sixième catégorie — 300 francs au lieu de 600 — sans l'avoir ni convoqué ni visité, et sous le prétexte que « l'infirmité n'est pas incurable dans ses éléments » ! L'amputation de quatre doigts classée comme affection non incurable, voilà une bonne nouvelle pour la clinique chirurgicale, et il y a des pince-sans-rire là-haut, aux bureaux du boulevard Saint-Germain !

Dans ces bureaux existent des médecins ; les premiers, ils déplorent ces jugements baroques qui font en même temps rire et pleurer, et qui, pour économiser quelques sous au Trésor, mettent à la fois le bon sens en échec et des malheureux sur le pavé. Mais les médecins sont les prisonniers des bureaux.

## Les idées qui passent...

### A Verdun

Du lieutenant-colonel Rousset (Liberté) :

Ainsi, la bataille recommence, comme c'était à prévoir. Il faut même s'attendre à ce qu'elle s'étende vers l'ouest, où l'artillerie ennemie semble la préparer. Seulement, je crois que, de ce côté, nos positions sont encore plus fortes que sur l'autre. Elles s'échelonnent, en profondeur, jusqu'à la crête du Bois Bourru et de la Belle-Epine, et leur conquête exigerait une succession d'efforts rudes et prolongés. Mais l'ennemi veut un succès coûte que coûte. Il en a maintenant un absolu besoin. Il va donc risquer le tout pour le tout, en sacrifiant ses hommes sans compter. Nous l'attendons de pied ferme.

Du Temps :

La guerre n'a pas été terminée après une seule bataille ; loin de là, nous sommes entrés dans la vingtième mois de la guerre. Les Allemands n'avaient pas compris qu'ils s'étaient rendus odieux à toute l'Europe qui se lèverait contre eux ; ils arrivent au bout de leurs ressources et veulent en finir coûte que coûte ; pas d'enveloppement possible, il leur faut attaquer droit avec des masses d'hommes sur lesquelles notre artillerie tire sans ménager ses munitions et dans lesquelles elle trace des sillons sanglants ; leurs attaques échouent malgré la vigueur que montrent leurs soldats.

### L'aide anglaise

M. Clemenceau (*Homme enchaîné*) harangue les Anglais. Ces Anglais qu'il attend depuis Hastings, il voudrait les voir prendre l'offensive en un certain secteur du front.

Personne ne comprendrait que nous jeliions nos hommes, sans compter, à la grande fournée de la Meuse, tandis que nos amis anglais, qui ne demandent qu'à combattre, seraient retenus dans leurs tranchées. Tant vaudra la puissance offensive qu'ils peuvent déchaîner dans le Nord, tant la puissance de secours qu'ils nous donneront à Verdun.

### Du côté de la mer ?

M. Albert Milhaud (*Rappel*) émet cette hypothèse :

Il y aura lieu d'examiner si, du côté de la mer, les Allemands ne méditent pas une surprise.

### L'emprunt boche

M. Jean Herbelte (*Echo de Paris*) précise le rôle de l'emprunt allemand dans le « scénario » élaboré par les Boches devant Verdun. Selon lui, on peut résumer ainsi que suit l'affabulation de ce scénario :

- 1<sup>o</sup> Début de l'offensive allemande contre Verdun (21 février).
- 2<sup>o</sup> Bulletins de victoire (23, 24, 25 février).
- 3<sup>o</sup> Publication, par la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, d'un nouveau programme d'impôts qui doit rapporter un demi-milliard de marks dans l'année (25 février).
- 4<sup>o</sup> Nouveaux bulletins de victoire : on annonce la présence de Guillaume II devant Verdun (25, 26 février).
- 5<sup>o</sup> Prise de Verdun. (Ce tableau n'a pu être joué).
- 6<sup>o</sup> Au milieu de l'enthousiasme général, émission du nouvel emprunt (1<sup>er</sup> mars).

Malgré la suppression du cinquième tableau, l'état des recettes n'a évidemment pas permis d'ajourner le sixième.

tes. Ceux-ci règnent en maîtres dans ce domaine... C'est pour cela qu'il est si bien géré.

Mortimer-Mégret

## RÉPONSES

Un grand blessé d'un hôpital chartrain. — 1<sup>o</sup> Non, ce n'est pas voté ; 2<sup>o</sup> Oui.

A. B., classe 1907. — Oui.

R. Bloch. — Faites une demande.

C. Muller 3541. — Ce n'est nullement un droit.

E. Henry. — Non.

P. Z., 205. — Oui, le premier jour.

P. A. 153. — Les seconds tours doivent être réglés par ancienneté de classe.

H. D. S. — Vous repasserez trois mois après la réforme.

Lecteur assidu réformé. — Gratifications renouvelables ou seconds.

J. S., classe 1888. — Il est douteux qu'on les lui accorde.

J. de la P. G. — Non, vous ne repasserez que sept mois après votre second examen de réforme.

E. Barthélemy. — C'est la loi. Rien à faire.

J. B. 1897. — Oui.

Bretagne. — Il faut qu'il fasse une demande par la voie hiérarchique. Il est douteux qu'il l'obtienne.

Un poilu de la 9<sup>e</sup>. — 1<sup>o</sup> Oui ; 2<sup>o</sup> Non, comme combattant ; 3<sup>o</sup> Oui ; 4<sup>o</sup> Oui ; 5<sup>o</sup> Oui.

Georges Henriot, classe 1906. — 1<sup>o</sup> Oui ; 2<sup>o</sup> Oui ; 3<sup>o</sup> C'est contesté.

## N'envoyez pas de graisse aux prisonniers

Les prisonniers de guerre français en Allemagne adressent très fréquemment à leurs familles des demandes d'envois de graisse.

Etant donné la pénurie de corps gras constatée en Allemagne, et le danger de voir ces envois confisqués, les familles sont invitées à ne pas envoyer de graisse aux prisonniers mais seulement du beurre.

## L'AUTRE FLÉAU



### Le général Petain

Le *Petit Journal* nous fait entrer dans l'intimité de l'un des défenseurs de Verdun, le général Petain, qui possède au plus haut degré le fameux « cran » redouté des Brandebourgeois, ce qui ne l'empêche pas d'être un savant officier :

Il n'est jamais plus heureux que quand il est forcé de rester sans manœuvre la plus devant les troupes. C'est sur son initiative que l'autorité militaire a obtenu pour certaines unités que je ne peux pas désigner davantage le privilège d'être exemptés de tranchées pendant quelques mois.

Mais ce privilège donne à ces corps d'élite celui d'être réservés uniquement pour des colonnes d'assaut. On devine quel esprit d'héroïsme règne parmi ces soldats qui déclarent en souriant qu'ils sont tous voués à une mort glorieuse.

L'un d'eux, permissionnaire récemment à Paris, se faisait remarquer par la facilité avec laquelle il dépensait son argent sans compter. — Bah ! répliquait-il à un ami qui lui en faisait l'observation, faut pas s'en faire, nous autres : on est des soldats de Petain !

### Les hommes en khaki

Le service militaire sera ces jours-ci imposé aux célibataires anglais. M. Henry Davray (*Revue hebdomadaire*) dégage le sens de la nouvelle loi britannique :

L'Angleterre n'avait pas d'armée. Tout de suite, il lui fallut prendre une part imprévue aux hostilités sur terre, et dissimuler ses forces sur divers points du globe. Tandis que des contingents coloniaux anglais, en liaison avec des coloniaux français, luttaient contre la résistance acharnée des Allemands au Cameroun, les troupes sud-africaines, ayant conquis l'Afrique allemande du sud-ouest, allaient renforcer vigoureusement les forces anglaises qui combattaient pied à pied dans les possessions allemandes de l'Afrique orientale.

L'entrée de la Turquie dans la coalition germano-autrichienne oblige l'Angleterre à protéger le canal de Suez et l'Égypte, à entreprendre au fond du golfe Persique une campagne qui doit de tout nécessaire être victorieuse à cause de la répercussion qu'un échec aurait sur les éléments instables de la Perse voisine et jusque dans l'Inde. Enfin l'offensive tentée aux Dardanelles et plus tard dans les Balkans, avec l'aide de corps d'armée français, continue à imposer au pays de lourds sacrifices.

### Bonnes et mauvaises actions

L'*Opinion* révèle des cours et des cotés qui sont d'une signification particulièrement suggestive, en ce temps où les neutres se plaignent de souffrir de la guerre :

Voici un tableau comparé des cours qui cotaient les actions de quelques sociétés de navigation neutres, dans les Bourses hollandaises, avant la guerre et au 31 décembre 1915. Les cours sont cotés en tant pour cent de la valeur nominale des actions :

|                                     |     |     |
|-------------------------------------|-----|-----|
| Bothnia                             | 76  | 217 |
| Holland-America-Linie               | 183 | 323 |
| Holland Gulf Co                     | 135 | 159 |
| Holl.-Dampschiffahrts-Gesellschaft  | 103 | 159 |
| Koninkl.-Hollandscher-Lid           | 83  | 170 |
| Koninkl.-Holl.-Dampschiffahrts-Ges. | 113 | 175 |
| Nieuwe-Coudreau Co                  | 138 | 430 |

Le Journal des Economistes, qui a relevé ce tableau d'après la *Gazette de Cologne* du 24 janvier, demande à celle-ci de reconnaître que l'Angleterre n'a guère abusé de son pouvoir pour entraver la navigation des bâtiments neutres.



## De la Bouillie pour les Chats

Un décret vient d'instituer, sous l'autorité du ministre de la marine, un comité des transports ayant pour mission :

- 1° De centraliser tous les renseignements relatifs aux transports par mer et aux frets, tant pour les services publics que pour les besoins privés du pays, et de comparer l'importance des stocks existants aux besoins à satisfaire et aux programmes d'importation ;
- 2° D'établir et de tenir à jour la situation de tous les moyens de transports maritimes et d'améliorer leur rendement ;
- 3° De dresser le programme des importations réalisables par les moyens de transport ainsi vérifiés, en classant ces importations suivant leur degré d'urgence et d'utilité ;
- 4° De suivre et de contrôler les exportations et les frets de retour ;
- 5° D'une manière générale, de se saisir de toutes questions connexes et de prendre toutes mesures pour faciliter et hâter les transports par mer.

Cette décision, qui part d'un bon naturel, a le mérite de repérer d'avance, d'une façon exacte et complète, toutes les questions à envisager et toutes les mesures à prendre dans le domaine des transports maritimes. Seulement, voilà le châtiment : le domaine des transports maritimes n'est qu'un secteur du vaste et indivisible domaine des transports en général. D'où cette conséquence évidente que, si parfaitement organisé que soit ce secteur, son organisation ne servira pour ainsi dire à rien, tant que les autres secteurs ne seront pas organisés solidement dans le même esprit.

Cela fera, en vérité, une belle jambe aux commerçants, aux industriels, aux consommateurs, à l'Etat lui-même, au pays, en un mot, si, une fois que les transports maritimes fonctionneront à merveille, les ports continuent d'être inaccessibles, les quais encombrés à refus, les voies ferrées engorgées, les gares embouteillées ; si la main-d'œuvre idoine et les engins de levage continuent de faire défaut ; si les wagons continuent tantôt de pourrir, immobilisés sur place, tantôt de circuler à vide, en prenant le chemin des écoles, d'un bout de la France à l'autre !

La coordination rationnelle des transports maritimes ne saurait être opérante qu'à la condition qu'elle s'accompagne de la coordination symétrique des transports fluviaux et terrestres. Autrement, il n'y a rien de fait, car nulle disjonction n'est admissible.

Vous me direz que l'amiral Lacaze, n'ayant dans son ressort que les transports maritimes, ne pouvait s'occuper du reste. « Il a fait ce qu'il a pu... » Sans doute ! Mais c'est justement là que gît le piège. Le ministre de la marine, ne possédant que les éléments d'une parcelle du problème, n'a donné (et n'était en mesure de donner) qu'une parcelle de solution.

La question des transports, qui relève effectivement de six ou sept départements ministériels, doit être résolue dans son ensemble. C'est une question de gouvernement. Un seul ministre, quelles que soient par ailleurs, l'efficacité de ses intentions et la largeur de ses vues, est incompetent pour la résoudre dans son intégralité.

A moins, toutefois, que l'amiral Lacaze ne soit un pince-sans-rire, et que, en attribuant à son comité le droit « de se saisir de toutes questions connexes et de prendre toutes mesures pour fa-

ciliter et hâter les transports par mer », il ne se soit réservé, le cas échéant, au risque de marcher sur les plates-bandes de ses collègues de la guerre, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, des colonies, de réunir tous les fils en une seule main. La formule est assez élastique pour se prêter à cette solution, qui ne manquerait pas d'élégance. Mais je doute fort que l'amiral pousse la logique — et l'audace — aussi loin...

Il n'y a pas lieu, d'ailleurs, de le regretter outre mesure. Le nouveau comité régulateur des transports maritimes est, en effet, entaché a priori d'un vice rédhibitoire : il est exclusivement composé de fonctionnaires !

Dieu me garde de contester la haute honorabilité ou les aptitudes techniques de ceux qui ont été désignés, et qui sont tous « de marque ». Mais, en admettant même, comme toute vraisemblance, qu'ils aient dévoué, avant d'aborder cette tâche délicate, les habitudes de lenteur, de formalisme et de papyromanie inhérentes à la tradition bureaucratique dont ils sont les représentants les plus qualifiés, j'ai plutôt peur qu'ils n'entendent pas grand-chose aux méthodes industrielles et commerciales.

Or, le problème des transports, par le fait seul qu'il se ramène à des opérations d'exploitation, de trafic, de manutention, est essentiellement chose de commerce et d'industrie. Il ne saurait être résolu que dans le plan industriel et commercial, par des professionnels expérimentés. Chacun son métier, dit la sagesse des nations.

Tout ce qu'on tentera de faire à côté ne sera jamais — je vous demande pardon — que de la bouillie pour les chats.

Emile Gautier

## Organisons le camionnage

Les journaux ont publié de nombreux articles sur la crise aiguë que subissent les transports, sans s'occuper — l'oubli est singulier — du camionnage qui est essentiellement lié à la voie ferrée et à la voie fluviale. La plupart des compagnies font du camionnage à Paris, mais principalement le détail, toutes les usines ainsi que les commerces de gros traitant avec des entreprises privées de camionnage. Celles-ci, par suite de la mobilisation, ont une grande partie de leurs chevaux et quatre-vingt dix pour cent de leurs charretiers réquisitionnés. Ces maisons n'ont donc, actuellement, qu'un nombre restreint d'équipages conduits par des jeunes gens de seize ans et demi à dix-huit ans, des réformés ou des hommes âgés : adolescents, infirmes ou vieillards peu qualifiés pour un travail fatigant. Le trafic habituel est donc, par suite de ces difficultés, réduit de moitié.

Les diverses solutions qui ont été envisagées jusqu'à présent ne paraissent pas devoir améliorer sensiblement la situation. Si l'on décongestionne les chemins de fer, on bloque les gares : le dimanche, les hommes refusent de travailler et quatre-vingt-dix-neuf maisons sur cent sont d'ailleurs fermées et n'ouvrent pas, malgré un magasinage supplémentaire à payer. Augmenter le matériel affecté à l'enlèvement des marchandises ne diminuerait pas l'encombrement des voies et des quais, faute d'un personnel suffisant pour y procéder. Les compagnies percevraient, de ce fait, des droits de magasinage plus élevés encore et cela sans aucun avantage pour les destinataires.

Où trouver des hommes pour remédier à la pénurie de personnel ? Les entreprises de transports demandent qu'on mette à leur disposition des auxiliaires.

Ceux-ci ne manquent pas, quoi qu'on dise, et un certain nombre de ces soldats rendraient plus de services en coopérant à la reprise économique qu'en noircissant du papier. Cependant, au gouvernement militaire de Paris, où l'on convoque toujours de nouvelles classes d'auxiliaires, on ne veut rien entendre, même lorsqu'il s'agit de corvées temporaires qui faciliteraient grandement les affaires des usines et des commerçants fournissant à l'armée — et, par conséquent, les affaires du pays.

## AU PARLEMENT

### Dans les usines de guerre

La commission des comptes définitifs a entendu M. Albert Thomas qui a fourni des explications sur des irrégularités commises dans certaines usines de guerre.

Puis M. Treignier a signalé la nécessité d'une meilleure utilisation des déchets métalliques.

### Les dommages de guerre

M. Gustave Dubar, membre de la chambre de commerce de Lille, qui vient de passer quinze mois dans cette ville, sous l'occupation allemande, a été entendu hier par la commission des dommages de guerre. Il a apporté le souvenir ému des populations du Nord, leurs remerciements pour l'œuvre de réparation entreprise, leur vif désir d'un vote rapide du projet de loi. M. Dubar a insisté surtout sur la promptitude et complète organisation financière au lendemain de la libération du territoire.

La commission a entendu également M. Malvy, ministre de l'intérieur, sur le fonctionnement des commissions cantonales et départementales.

**Pharmacie de Famille**  
Hygiène — Toilette

# GOMENOL

**Antiseptique idéal**  
Crevasse, Engelures, Gelures.  
Dans toutes les Pharmacies. — Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.

## Le Jockey Debissshop en conseil de guerre

Le jockey Armand Debissshop, engagé à la déclaration de guerre au 7<sup>e</sup> régiment de dragons, était venu, le 27 décembre dernier, en permission de six jours chez sa mère, 59, boulevard Lefebvre ; c'était la première permission du jeune soldat. A son arrivée, sa mère le mit au courant de la situation du fait du ménage. Depuis le mois de septembre 1914, son père, ancien inspecteur principal de la Sûreté, directeur de l'agence de renseignements Debissshop et Calchas, rue Aubert, menait une vie irrégulière. Resté seul à Paris, alors que sa femme était en Angleterre avec ses deux enfants, il avait pris une maîtresse austro-boche, avec laquelle il avait complètement oublié ses devoirs. Au retour de sa femme, le père avait définitivement quitté le domicile conjugal et s'était installé avec sa maîtresse, 27, rue de Moscou, ne donnant plus signe de vie à sa femme, qu'il laissait sans aucune ressource. Debissshop perdait ainsi complètement sa femme que son fils. Dès le lendemain de son arrivée, Armand Debissshop commença les démarches en vue de ramener son père à ses devoirs, ou le contraire, tout au moins, à aider de ses ressources son ménage abandonné.

Une première fois, il se rencontra avec son père, qui, d'ailleurs, l'accueillit froidement, et un échange d'explications pénibles eut lieu, sans amener de résultat appréciable.

Le 31 décembre, Armand Debissshop revint à la charge et se rendait dans la matinée 27, rue de Moscou ; il était en tenue civile. Sachant que la femme Roche était particulièrement violente, qu'elle avait à plusieurs reprises menacé soit son amant,

soit Mme Debissshop ou sa jeune fille d'un revolver, le fils s'était muni au préalable d'un poignard.

Il arriva chez la femme Roche, et celle-ci comprenant que le fils vient supplier son père, elle braqua sur lui un revolver, mais ne tira pas ; elle discute, veut faire partir le visiteur avant l'arrivée du père qui entre précisément sur ces entrefaites. Le premier mot de M. Debissshop fut de demander avec aigreur et dureté à son fils ce qu'il vient faire là. La maîtresse, devant cette attitude, renchérit, insulta la mère, la sœur du jeune homme et veut mettre à la porte le visiteur qui résiste.

Armand Debissshop alors vit rouge ; il frappa la femme Roche de deux coups de son poignard. Coups mortels, puisqu'elle succomba quelques heures après le drame.

C'est pour ces faits que l'ancien inspecteur principal de la Sûreté Debissshop, principal responsable de ce drame, a tenu, avant sa déposition, à faire un complet mea culpa.

On s'attendait à un acquiescement, surtout étant donné la complète indignité de la victime. Mais le capitaine Montel, commissaire du gouvernement, veillait, et son réquisitoire, bien que modéré, a eu raison de la très belle élocution de l'avocat. Le conseil a condamné Armand Debissshop à un mois de prison.

## A l'Hôtel de Ville

Le bureau du Conseil général s'est réuni sous la présidence de M. Léon Paris, et a décidé de demander la convocation de l'assemblée départementale en session extraordinaire pour l'ouverture de crédits nécessaires à la continuation des secours supplémentaires accordés aux enfants des mobilisés et des familles nécessiteuses, et pour l'étude des mesures à prendre en vue de l'organisation du marché du travail au moment de la démobilisation.

## La crue de la Seine

Le mouvement de décroissance constaté jeudi dans les affluents de la Seine et le fleuve lui-même s'est encore accentué dans la journée d'hier. Tout danger serait disparu si le ciel, par ses pluies abondantes et sa neige imminente, ne tenait toujours les rivières sous la menace d'un retour offensif des eaux.

Les services hydrographiques n'ont publié hier que les trois cotes suivantes qui donnent, à leurs points principaux, l'état de la crue du fleuve dans sa traversée de Paris :  
Basse Seine. — Ecluse du canal Saint-Martin (Austerlitz), 4 m. 43 (baisse 0 m. 24) ; pont de la Tourneelle, 4 m. 28 (baisse 0 m. 24) ; pont Royal, 5 m. 42 (baisse, 0 m. 23).

**Toilette intime**  
**GYRALDOSE**  
SUPPRIME PERTES ET TOUS MALAIRES  
Communication à l'Académie de Médecine  
Laboratoire de l'URODONAL, 218, R. de Valenciennes, Paris.  
Boîte 14 fr. ; les 5 : 17.50 ; Etranger 4.50 ; les 5 : 21 fr.

## LES SPECTACLES

### Cet après-midi :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 1 h. 30. — Matinée au bénéfice de l'Ecole Normale Supérieure.  
OPERA. — 1 h. 15. — Le Barbier de Séville, Severo Torelli.

### Ce soir :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Le Barbier de Séville, l'Arlus.  
OPERA-COMIQUE. — La Tosca.  
OPERA. — 8 h. — L'Espartero.  
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria.  
TH. SARAH-BERNHARDT. — 8 h. 30. Le Chemineau.  
GAITE. — 8 h. 30. — Coralie et Cie.  
GYMNASE. — 8 h. 45. — Les Deux Vésiales.  
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Teu, etc.  
VARIETES. — 8 h. 30. — Depuis six mois, l'improvisé du Paquetage, la Bonne Intention.  
PORT-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — Anna Karénine.  
RENAISSANCE. — 8 h. 15. — La Puce à l'oreille.  
TH. REINE. — 8 h. 20. — Madame Sans-Gêne.  
CHATELET. — 7 h. 55. — Les exploits d'une petite Française.

BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 15. — Kiki.  
NOUVEAU-AMBIGU. — 8 h. 30. — Ma Tante d'Honfleur.  
CLUNY. — 8 h. 45. — Maître Nénuphar, Si j'avais le place.  
THEATRE-LYRIQUE. — 8 h. 15. — Fils d'Alsace.  
FOIES-BERGER. — 8 h. 30. — Jusqu'au bout.  
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire.  
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Gala Antoine.  
MOQUEY. — 8 h. 30. — Si j'étais Roi.  
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.  
CAPUCINES. — 8 h. 15. — Paris aux Quinquets ! revue.  
IMPERIAL. — 8 h. 15. — Un Boxeur, Pour une Bague.  
DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie.  
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. — L'Homme qui fut aimé.  
L'EXPERIENCE du docteur Lorde.  
SCALA. — 8 h. 30. — Hurlé, les bleus !  
CIGALE. — 8 h. 30. — L'Enfer des Revues.  
ELDORADO. — 8 h. 15. — La Croquette.  
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — La Dame du Comissaire.  
EUROPEEN. — 8 h. 30. — Pan ! sur les K. boches.  
THEATRE.  
GAITE-ROCHOUART. — Quand la cloche sonnera ! Attractions.  
EMPIRE, CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 30. Attractions.  
OMNIA-PATHE. — Spectacle varié de 2 à 11 h.  
ARTISTIC-CINEMA PATHE. — 8 h. 30. — Matinée jeudi dimanche, 2 h. 30.

## Printemps

LUNDI 6 MARS

## Exposition Générale

DES NOUVEAUTÉS DE LA SAISON

## MESTRE & BLATGE

46, Avenue de la Grande-Armée  
PARIS

Tous LAINE aux ARTICLES indisponibles SOLDATS

OPINTURES tricot laine... 3 80  
CHAUSSETTES laine... 1 75 à 3 75  
CHANDAILS laine... 10 50 à 28  
PASSE MONTAGNES... 3 95 à 6 50  
LAINE à tricoter marine bleue et noire... le kilo. 13 50

## MILITAIRES

Vous serez fixés sur toutes les situations, sur tous vos droits et sur ceux de vos familles en lisant le Guide Militaire, 12, avenue de la Grande-Armée, Paris. — 4 fr. — Il explique tout.

## AVENDRE 10 TERRAINS A BATIR

pour industrie ; à louer, promesses, etc. Plans, voir Ch. JEANIN, près Bécon, villa Jeanne, 8, Asnières. — Boches, abstenez-vous !

REFORME après campagne, 25 ans, marié, ayant dirigé entreprise industrielle, cherche situation secrétaire particulier ou industrie ou emploi similaire. Hautes références. — M. Rousselin, 20, rue Bayen.

JEUNE HOMME, bonnes références, dispose quelques heures par jour, recherche occupation rémunérée, travail annuel. — Achille Lachel, 154, rue de Sévres.

DAME INSTRUCTIVE, parfaite dactylographe, demande à faire chez elle copies littéraires ou autres. Se chargerait de remettre au point manuscrits hâtivement écrits. — Ecrire à Mme Laurent, 8 bis, rue Claude-Bernard.

Le gérant : ANTOINE KLEYNIERS.  
Imprimerie WELHOFF et ROGEE  
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

## FEUILLETON DE L' « ŒUVRE »

du samedi 4 mars 1916

## Les Mystères de Corneville

### L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR

JEAN DRAULT

II

LA CLIENTE DU MARDI

« Surmontant mon émoi, je demandai, d'une voix que je sentis altérée :  
— Qui est-ce ? »

« Un chemisier du 10 ter de la rue de la Paix. Je lui envoie des maris de clientes, il m'expédie des femmes de ses clients. »

« Cet échange de bons procédés me déplaît souverainement. »

« Il s'appelle ? demandai-je. »

« Burgenstaub. »

« C'est un Allemand. »

« Je crois. Très parisien d'habitudes et de vie, d'ailleurs... »

« Mais pas de manières ! pensai-je, me rappelant la façon dont il avait, en voiture, pilé mon Hélène entre un autre Boche et lui-même. »

« Fut-ce parce qu'elle avait surpris ou deviné chez moi un soupçon qu'elle m'invita ce soir-là à monter jusque chez elle sous prétexte de me montrer une liste de valeurs sur laquelle je devais lui donner mon avis pour un nouveau placement ? Elle gagnait beaucoup d'argent. Le commerce de luxe marchait bien, en ces derniers temps ! Quel réveil !... »

« La confiance d'Hélène me flattait. A travers ma passion, je la jugeais, — à mon âge, hélas ! on juge toujours, et c'est bien le tort qu'on a d'attendre 55 ans pour prendre sa première maîtresse, — j'avais vu en elle une femme très positive. Sa frivolité n'était qu'extérieure, une question de tenue et de milieu, une enseigne de son joli métier, pourrait-on dire. En m'offrant de monter chez elle, ne m'affirmait-elle pas qu'elle était libre, en dépit de ce que je pouvais croire ? »

« Je vis un petit appartement élégant, douillettement capitonné, mais de bon ton, sans rien d'interlope. Sur la rue s'ouvraient les fenêtres du salon, de la salle à manger et de la chambre d'Hélène. Je retins cette disposition, parce que j'avais une arrière-pensée. Et je complétais mes observations quelques semaines après, un dimanche que l'oncle Tapis étant resté à Saint-Quentin, elle m'invita à monter chez elle une seconde fois pour y prendre le thé. »

« Entre temps, curieux de pénétrer tout ce qui m'avait paru mystérieux dans sa vie, j'avais bien passé et repassé devant le 10 ter de la rue de la Paix. »

« Il y avait là, en effet, un chemisier du nom de Burgenstaub qui vendait du

linge américain, vraisemblablement fabriqué en Saxe, et corsait son négoce de tout ce qui constitue l'accessoire de l'élégance masculine : cravates, cannes, bretelles de soie, pyjamas, jarretelles, chaussettes, gants et même porte-cigarettes en or ou argent. »

« Hélène ne m'avait donc point menti. Je m'offris même la fantaisie d'acheter une paire de bretelles cerise dans ce magasin, pour voir l'homme de plus près. Restait à savoir si ce Burgenstaub était bien son amant. Par peur d'être poire, je le répète, on risque d'accuser à tort. »

« Un autre jour, passant devant cet étalage, je m'arrêtai sous couleur d'admirer des cannes de touriste. En réalité, j'observais le marchand dont les joues pleines, ballottantes, encore mieux racées que d'habitude, avaient quelque chose de l'aspect de ces petits cochons de lait enrubbannés que les clowns exhibent dans les cirques. Et je me demandais ce qu'il pouvait bien avoir de plus que moi pour séduire Hélène, quand la porte s'ouvrit. »

« Burgenstaub s'inclina jusqu'à terre devant un client qui sortait surmonté d'un impeccable huit-reflets, et qui prenait congé de son fournisseur avec un petit air protecteur, en grimaçant un rire caricatural. »

« Le client gagna le boulevard. J'allais par là, je le suivis. Le monsieur au huit-reflets s'arrêta pour regarder un des journaux illustrés affichés devant un kiosque. »

« Le sourire caricatural de ce quidam s'esquissa de nouveau sur sa figure simiesque. Et je reconnus que le monsieur souriait à son propre portrait publié dans le périodique affiché devant

lui. Sous le portrait, flamboyant ces mots : BARON DE SCHEN, AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS. Et j'eus l'intuition que ce Burgenstaub pouvait bien être en rapport avec l'ambassadeur de son pays pour lui fournir autre chose que des chemises et des cravates. »

III

### LES FENÊTRES QUI PARLENT

« Le temps passa. Ma passion pour Hélène se fortifiait. »

« Le temps que je perdais avant de lui demander ce que tout homme finit par demander à une jolie femme qu'il courtise tous les jours mettait peu à peu moins d'atout dans mon jeu ; il ne faut peut-être solliciter ni trop tôt ni trop tard. Trop tôt, c'est insolent ; trop tard, on est passé à l'état d'ami, et on risque de s'attirer cette riposte : « Qu'est-ce qui vous prend, aujourd'hui ? » »

« Il faut dire à ma décharge que, lorsqu'elle devinait que j'allais être pressant, elle insistait sur sa vie de travail, de régularité, d'honnêteté. Elle n'avait et n'aurait jamais d'amant. Elle se gagnait une dot par son travail. A trente ans, elle épouserait un homme riche. »

« Le soir, j'allais errer autour de sa maison, en fumant un cigare. Je reconnaissais la disposition de son appartement, comme je l'ai expliqué, et je vivais un peu de sa vie. Quand j'arrivais, les deux fenêtres de la salle à manger étaient généralement éclairées. Dinant tard, elle finissait son repas. »

« Puis les fenêtres du salon s'éclairaient tandis que celles de la salle à

manger s'éteignaient. C'est dans cette pièce, m'avait-elle expliqué, qu'elle faisait sa comptabilité de la journée avant de se coucher. Quand la chambre à coucher s'éclairait, je lui souhaitais bonne nuit et je m'en allais. »

« Or, un jour que nous avions dîné ensemble au restaurant et que je la ramena chez elle, j'aperçus un homme devant sa porte. Je reconnus Burgenstaub. Malgré ma volonté de n'en rien laisser paraître, je ne pus maîtriser un premier mouvement. Anxieusement, elle me demanda :  
« — Qu'est-ce ? Qu'avez-vous ?  
« — Rien ! fis-je. »

« J'attendis qu'elle fût rentrée. Burgenstaub s'était éloigné et me tournait le dos. Je donnai au taxi une adresse quelconque. Il partit. Dans la rue Joulfroy, je l'arrêtai, je payai, et je revins rapidement vers la demeure d'Hélène. Un bruit de porte qu'on ferme violemment me heurta le cœur. Burgenstaub venait d'entrer chez elle, me croyant parti. Les rôles étaient renversés ; c'était l'amant qui avait menagé la jalousie de celui qui n'était rien. Je me campai en face de l'immeuble, étudiant l'éclairage d'Hélène qui me livrait les menus secrets de sa vie du soir. »

« Il était dix heures. C'était la chambre à coucher qui eût dû être éclairée. Or, ce fut le salon qui s'éclaira. »

« Elle recevait Burgenstaub dans son salon, c'était peut-être moins grave que je ne le supposais. »

« Dix minutes s'écoulèrent. Le salon s'éteignit. »

(La suite à demain.)